

**Audience publique du 5 mai 2003**

=====

Recours formé par Monsieur ..., ... (B)  
contre un bulletin de l'impôt sur le revenu émis par le bureau d'imposition Luxembourg X  
en matière d'impôt sur le revenu

-----

**JUGEMENT**

Vu la requête inscrite sous le numéro 15689 du rôle et déposée au greffe du tribunal administratif en date du 4 décembre 2002 par Monsieur ..., ingénieur, demeurant à B-..., dirigé contre le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'année 2001 émis par le bureau d'imposition Luxembourg X, en l'absence de réponse de la part du directeur de l'administration des Contributions directes suite à sa réclamation introduite en date du 18 juin 2002 ;

Vu le mémoire en réponse du délégué du Gouvernement déposé au greffe du tribunal administratif en date du 4 mars 2003 ;

Vu les pièces versées au dossier ;

Oùï le juge-rapporteur en son rapport, ainsi que Monsieur le délégué du Gouvernement Jean-Marie KLEIN en sa plaidoirie à l'audience publique du 30 avril 2003.

-----

Considérant qu'en date du 4 décembre 2002, Monsieur ... a déposé au greffe du tribunal administratif le courrier recommandé suivant : « *Par la présente lettre recommandée, j'ai l'honneur d'introduire une réclamation auprès du Tribunal Administratif de Luxembourg suite à l'absence de réponse de la part de la Direction des Contributions Directes Section des Personnes Physiques auprès de qui j'ai introduit en date du 18/06/02 une réclamation pour le calcul de la base d'impôt des personnes physiques qui a été établie à ma charge pour l'exercice 2001.*

*Je joins à la présente une copie de ce courrier.*

*Dans l'attente de connaître votre décision quant à cette requête, veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sincères salutations » ;*

Considérant que le délégué du Gouvernement, après avoir fait remarquer que le demandeur n'a pas élu domicile au Grand-Duché et que la requête introductive d'instance n'était pas accompagnée du bulletin à travers elle critiqué, conclut encore à l'irrecevabilité du recours pour avoir été introduit de façon prématurée avant que le délai de six mois prévu par

la loi en cas de silence du directeur face à une réclamation d'un contribuable contre un bulletin de l'impôt sur le revenu n'ait été révolu ;

Considérant qu'aux termes de l'article 8 (3) 3. de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif « *lorsqu'une réclamation au sens du § 228 de la loi générale des impôts ou une demande en application du § 131 de cette loi a été introduite et qu'aucune décision définitive n'est intervenue dans le délai de six mois à partir de la demande, le réclamant ou le requérant peuvent considérer la réclamation ou la demande comme rejetées et interjeter recours devant le tribunal administratif contre la décision qui fait l'objet de la réclamation ou, lorsqu'il s'agit d'une demande de remise ou en modération, contre la décision implicite de refus. Dans ce cas le délai prévu au point 4, ci-après ne court pas* ».

Considérant qu'il se dégage de la disposition légale précitée que c'est l'écoulement du délai de six mois qui donne ouverture au recours devant le tribunal administratif, de sorte que l'observation de ce délai doit s'apprécier au jour de l'introduction du recours (Cour adm. 10 juin 1999, Domingues Carmo, n° 11054C du rôle ; trib. adm. 7 juillet 1999, Dufetelle, n° 10492 du rôle, Pas. adm. 2002, V° Impôt, n° 304, p. 364 et autres décisions y citées) ;

Considérant qu'en l'espèce, le demandeur documente avoir introduit le 18 juin 2002 une réclamation contre le bulletin de l'impôt sur le revenu pour l'exercice 2001 actuellement attaqué, de sorte que le recours contentieux déposé le 4 décembre 2002, moins de six mois après l'introduction de ladite réclamation, est prématuré, partant irrecevable sans qu'il n'y ait lieu de pousser plus loin l'analyse des autres éléments de carence d'ordre formel soulevés en cause ;

Considérant que la procédure devant les juridictions de l'ordre administratif étant écrite, le tribunal est amené à statuer de façon contradictoire, même si le demandeur n'a été ni présent, ni représenté à l'audience à laquelle l'affaire avait été fixée pour plaidoiries ;

**Par ces motifs,**

le tribunal administratif, première chambre, statuant contradictoirement ;

déclare le recours irrecevable ;

condamne le demandeur aux frais.

Ainsi jugé et prononcé à l'audience publique du 5 mai 2003 par :

M. Delaporte, premier vice-président,  
M. Schroeder, juge,  
Mme Thomé, juge,

en présence de M. Schmit, greffier en chef.

Schmit

Delaporte